

C-26

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46 Elizabeth II, 1997

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-26

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture
and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act
and to repeal the Grain Futures Act

First reading, December 4, 1997

C-26

Première session, trente-sixième législature,
46 Elizabeth II, 1997

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-26

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur
les sanctions administratives pécuniaires en matière
d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi
sur les marchés de grain à terme

Première lecture le 4 décembre 1997

THE MINISTER OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'AGROALIMENTAIRE

SUMMARY

This enactment establishes a licensing system and an insurance plan for the special crops industry in Western Canada. It provides for the licensing of all buyers of special crops and for the voluntary participation of producers in the insurance plan which protects them against default of payment for special crops by licensees. Outstanding payments for standard crops will continue to be protected by security given by standard crops dealers to the Canadian Grain Commission (CGC).

The major elements of the enactment are as follows:

- (a) all elevators and grain dealers that deal in special crops will be required to be licensed by the CGC but will not be required to give security to the CGC to cover special crops payable to producers;
- (b) an insurance plan will be established which will allow producers to choose to secure outstanding payments for special crops;
- (c) all producers will pay a levy upon delivery of special crops to a licensee, but may apply for a refund if not participating in the insurance plan;
- (d) a Special Crops Advisory Committee will be established, with a majority of its members being special crops producers;
- (e) the *Canada Grain Act* will be linked to the *Agriculture and Agri-food Administrative Monetary Penalties Act* for enforcement purposes; and
- (f) the *Grain Futures Act* will be repealed.

SOMMAIRE

Le texte établit un régime d'assurance et d'octroi de licences propre à l'industrie des cultures spéciales dans l'Ouest canadien. Il prévoit la délivrance de licences aux acheteurs de cultures spéciales et la participation volontaire des producteurs à un régime d'assurance les protégeant contre le non-paiement des sommes qui leur sont dues par les titulaires de licence. Le paiement des cultures courantes continue d'être protégé par la garantie déposée auprès de la Commission canadienne des grains par les négociants en ces cultures.

Les principaux éléments du texte sont les suivants :

- a) agrément par la Commission canadienne des grains de tous les exploitants de silo et négociants en grains qui reçoivent des cultures spéciales, ces exploitants et négociants n'étant toutefois pas tenus de déposer de garantie auprès de la commission pour le paiement des sommes dues aux producteurs de cultures spéciales;
- b) établissement d'un régime d'assurance permettant aux producteurs de cultures spéciales de se protéger contre le non-paiement des sommes qui leur sont dues;
- c) versement par les producteurs d'une contribution lors de la livraison des cultures spéciales aux titulaires de licence, tout producteur ne participant pas au régime d'assurance pouvant en demander le remboursement;
- d) création d'un comité consultatif des cultures spéciales composé principalement de producteurs de celles-ci;
- e) assujettissement de la *Loi sur les grains du Canada* à la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'alimentaire*;
- f) abrogation de la *Loi sur les marchés de grain à terme*.

BILL C-26

PROJET DE LOI C-26

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. G-10;
R.S., cc. 31,
49 (1st
Suppl.), c. 29
(3rd Suppl.), c.
37 (4th
Suppl.); 1988,
c. 65; 1994,
cc. 38, 45

CANADA GRAIN ACT

LOI SUR LES GRAINS DU CANADA

L.R., ch.
G-10; L.R.,
ch. 31, 49
(1^{er} suppl.),
ch. 29 (3^e
suppl.), ch.
37 (4^e
suppl.); 1988,
ch. 65; 1994,
ch. 38, 45

R.S., c. 37
(4th Suppl.),
ss. 1(1) and
(3)

1. (1) The definitions “cash purchase ticket”, “grain receipt”, “licence” and “licensee” in section 2 of the *Canada Grain Act* are replaced by the following:

“cash
purchase
ticket”
« bon de
paiement »

“cash purchase ticket” means a document in prescribed form issued in respect of grain delivered to a primary elevator, process elevator, grain dealer or special crops dealer as evidence of the purchase of the grain by the operator of the elevator or the dealer and entitling the holder of the document to payment, by the operator or dealer, of the purchase price stated in the document;

“grain
receipt”
« accusé de
réception »

“grain receipt” means a document in prescribed form issued in respect of grain delivered to a process elevator, grain dealer or special crops dealer acknowledging receipt of the grain and entitling the holder of the document to payment by the operator of the elevator or the dealer for the grain;

“licence”
« licence »

“licence” means a licence to operate an elevator or to carry on business as a grain deal-

1. (1) Les définitions de « accusé de réception », « bon de paiement », « licence » et « titulaire de licence », à l'article 2 de la *Loi sur les grains du Canada*, sont remplacées par ce qui suit :

« accusé de réception » Le document réglementaire accusant réception du grain livré à une installation de transformation ou à un négociant en grains ou en cultures spéciales et donnant à son détenteur droit au paiement par l'exploitant ou le négociant.

« bon de paiement » Document réglementaire qui constate l'achat, par l'exploitant d'une installation primaire ou de transformation ou par un négociant en grains ou en cultures spéciales, du grain livré à l'installation ou au négociant, et qui donne à son titulaire droit au paiement par l'acheteur du prix d'achat fixé.

« licence » Autorisation délivrée par la Commission en vertu de l'article 45 pour l'exploitation d'une installation ou pour faire

L.R., ch. 37
(4^e suppl.),
par. 1(1) et
(3)

« accusé de
réception »
“grain
receipt”

« bon de
paiement »
“cash
purchase
ticket”

« licence »
“licence”

	er or as a <u>special crops dealer</u> issued by the Commission under section 45;	profession de négociant en grains <u>ou en cultures spéciales</u> .	
“licensee” « titulaire de licence »	“licensee” means a person who holds a licence;	« titulaire de licence » Détenteur d’une licence.	« titulaire de licence » “licensee”
1994, c. 45, s. 1(4)(F)	(2) The definitions “grain” and “produit céréaliier” in section 2 of the French version of the Act are replaced by the following:	(2) Les définitions de « grain » et « produit céréaliier », à l’article 2 de la version française de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :	5 1994, ch. 45, par. 1(4)(F)
« grain » “grain”	« grain » Les <u>semences</u> désignées comme tel par règlement.	« grain » Les <u>semences</u> désignées comme tel par règlement.	10 « grain » “grain”
« produit céréaliier » “grain product”	« produit céréaliier » Produit obtenu par la transformation ou la préparation industrielle de <u>grain, seul ou mélangé</u> à d’autres grains ou substances, et qui peut être livré à une installation pour stockage ou manutention.	« produit céréaliier » Produit obtenu par la transformation ou la préparation industrielle de <u>grain, seul ou mélangé</u> à d’autres grains ou substances, et qui peut être livré à une installation pour stockage ou manutention.	15 « produit céréaliier » “grain product”
	(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:	(3) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :	
“penalty” « sanction »	“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the <i>Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act</i> for a violation;	« cultures spéciales » Les grains désignés 20 comme telles par règlement.	« cultures spéciales » “special crop”
“special crop” « cultures spéciales »	“special crop” means any grain designated by regulation as a special crop;	« négociant en cultures spéciales » Tout exploitant d’une installation ou négociant en grains qui se livre au commerce ou à la manutention de cultures spéciales, à l’exclu- 25 sion de tout autre grain.	« négociant en cultures spéciales » “special crops dealer”
“special crops dealer” « négociant en cultures spéciales »	“special crops dealer” means an operator of an elevator or a grain dealer who deals in or 25 handles only grain that is a special crop;	« sanction » Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la <i>Loi sur les sanctions administratives pé- 30 cuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire</i> .	« sanction » “penalty”
“violation” « violation »	“violation” means any contravention of this Act or the regulations that may be proceed- 30 ed with in accordance with the <i>Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act</i> ;	« violation » Contravention à la présente loi ou à ses règlements punissable sous le régime de la <i>Loi sur les sanctions administrati- 35 ves pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire</i> .	« violation » “violation”
	2. Section 42 of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d), by adding the word “and” at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (e):	2. L’article 42 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa e), de ce qui suit :	
	(f) a special crops dealer’s licence, being a licence to carry on business as a special crops dealer.	f) <u>licence de négociant en cultures spécia- 40 les.</u>	
	3. (1) Subparagraph 44(a)(i) of the Act is 40 replaced by the following:	3. (1) Le sous-alinéa 44a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	

(i) that person is the holder of a licence issued in respect of the elevator that is of a class appropriate to that type of elevator or, if the person is a special crops dealer, is the holder of a special crops dealer's licence, or

(i) d'être titulaire d'une licence délivrée à cette fin ou, si la personne qui exploite l'installation est négociant en cultures spéciales, d'une licence de négociant en de telles cultures,

(2) Subparagraph 44(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(2) Le sous-alinéa 44b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) that person is the holder of a grain dealer's licence or, if the person is a special crops dealer, a special crops dealer's licence,

(i) d'être titulaire d'une licence à cette fin ou, si l'intéressé est négociant en cultures spéciales, d'une licence de négociant en 10 de telles cultures,

1994, c. 45, s. 10

4. Subsection 45(1) of the Act is replaced by the following:

4. Le paragraphe 45(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 45, art. 10

Issue of licences — primary and process elevators and grain and special crops dealers

45. (1) If a person who proposes to operate a primary or process elevator or to carry on business as a grain dealer or a special crops dealer applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act, the Commission may

45. (1) Lorsqu'elle est convaincue que l'intéressé et, le cas échéant, le silo satisfont aux exigences de la présente loi, la Commission peut, à la demande écrite d'une personne qui se propose d'exploiter un silo primaire ou un silo de transformation ou un commerce de grains ou de cultures spéciales:

Délivrance de licences — silo primaire ou de transformation et commerce de grains ou de cultures spéciales

(a) issue to the applicant a licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator or the business of that dealer; and

a) lui délivrer la licence appropriée en l'occurrence;

(b) if the application is for a primary elevator, process elevator or grain dealer's licence, subject to the regulations, fix the security to be given by the applicant, by way of bond, insurance or otherwise, having regard to the applicant's potential obligations for the payment of money or the delivery of grain to producers of grain who are holders of cash purchase tickets, elevator receipts or grain receipts issued pursuant to this Act in relation to grain other than special crops produced by the holders.

b) dans le cas d'une demande de licence de silo primaire, de silo de transformation ou de négociant en grains, fixer, sous réserve des règlements, la garantie à fournir sous forme de cautionnement, d'assurance ou autre par le demandeur en tenant compte des obligations éventuelles de paiement ou de livraison de grain contractées par celui-ci envers les producteurs qui seront détenteurs d'accusés de réception, de bons de paiement ou de récépissés délivrés en application de la présente loi à l'égard du grain — à l'exception des cultures spéciales — produit par eux.

1994, c. 45, s. 10

5. Subsections 46(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

5. Les paragraphes 46(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch.45, art. 10

Refusal to issue elevator licence

46. (1) The Commission may refuse to issue an elevator licence if

46. (1) La Commission peut refuser de délivrer une licence d'exploitation de silo si :

Refus de délivrance de licence — silo

(a) the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45;

a) l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45;

45

20

35

40

(b) the applicant intends that the elevator receive special crops and the applicant has not been approved by the insurer, if any, of the insurance plan described in section 49.01; or

(c) the applicant fails to establish to the satisfaction of the Commission that

(i) the premises that the applicant proposes to use are appropriate for the storage and handling of grain, or

(ii) the elevator is or will be of such a type and in such condition and the equipment of the elevator is or will be of such a type and size and in such condition as to enable the applicant to provide, at the location where the applicant proposes to operate the elevator, the services required by or pursuant to this Act to be provided at that location by a licensee holding a licence of the class for which the applicant has applied.

(2) The Commission may refuse to issue a grain dealer's licence if

(a) the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45; or

(b) the applicant intends to deal in special crops and the applicant has not been approved by the insurer, if any, of the insurance plan described in section 49.01.

(2.1) The Commission may refuse to issue a special crops dealer's licence if the applicant has not been approved by the insurer, if any, of the insurance plan described in section 49.01.

(3) The Commission may refuse to issue a licence to any applicant who has, within the twelve months immediately preceding the application for the licence, been convicted of an offence under this Act or has been found to have committed a violation if the Commission is satisfied that it would not be in the public interest to issue a licence to the applicant.

b) lorsque le silo est destiné à recevoir des cultures spéciales et que le régime d'assurance visé à l'article 49.01 est en vigueur, l'assureur refuse d'assurer l'intéressé;

c) l'intéressé n'établit pas, à sa satisfaction :

(i) soit que les locaux qu'il se propose d'utiliser conviennent au stockage et à la manutention du grain,

(ii) soit que le type et l'état de l'installation et de son équipement ainsi que la dimension de celui-ci lui permettront de fournir, au lieu d'exploitation proposé, les services imposés sous le régime de la présente loi au titulaire d'une licence de la catégorie de celle qui est demandée.

(2) La Commission peut refuser de délivrer une licence de négociant en grains si :

a) l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45;

b) lorsque celui-ci fait notamment le commerce de cultures spéciales et que le régime d'assurance visé à l'article 49.01 est en vigueur, l'assureur refuse de l'assurer.

(2.1) Lorsque le régime d'assurance visé à l'article 49.01 est en vigueur, la Commission peut refuser de délivrer une licence de négociant en cultures spéciales si l'assureur refuse d'assurer l'intéressé.

(3) La Commission peut refuser de délivrer une licence à toute personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou responsable d'une violation dans les douze mois qui précèdent la demande lorsqu'elle est convaincue que cela serait contraire à l'intérêt public.

Refusal to issue grain dealer's licence

Refusal to issue special crops dealer's licence

Refusal of licence re offence or violation

Refus de délivrance de licence de négociant en grains

Refus de délivrance de licence de négociant en cultures spéciales

Refus de délivrance — déclarations de responsabilité et de culpabilité

5

10

15

20

25

30

35

40

5

10

15

20

25

30

35

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 17(1); 1994, c. 45, s. 12(2)

Enforcement or realization of security

6. (1) Subsection 49(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Any security given by a licensee as a condition of a licence may only be realized or enforced by the Commission on behalf of any holder referred to in section 45 who has suffered loss or damage by reason of the refusal or failure of the licensee to

(a) comply with this Act or any regulation or order made under it; or

(b) meet any of the licensee's payment or delivery obligations to that holder on the surrender of any cash purchase ticket, elevator receipt or grain receipt issued by the licensee pursuant to this Act in respect of grain other than a special crop.

1994, c. 45, s. 12(3)

(2) Paragraph 49(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the ticket or receipt is issued in respect of grain other than a special crop and the licensee fails or refuses to meet any of their payment or delivery obligations to the producer of the grain within such period following the issuance of the ticket or receipt by the licensee as may be prescribed; and

1994, c. 45, s. 12(3)

(3) Subsections 49(6) and (7) of the Act are replaced by the following:

(6) If the failure on the part of a licensee to meet the licensee's payment obligations is a result of their giving to the producer a cash purchase ticket or other bill of exchange that the bank or other financial institution on which it is drawn subsequently refuses to honour, that failure occurs when the cash purchase ticket or other bill of exchange is given to the producer.

Interpretation — failure to meet payment obligations

7. The Act is amended by adding the following after section 49:

49.01 (1) In this section and section 49.02, "agent" means the Commission or any other person or organization designated as agent by the Minister on the recommendation of the

Definition of "agent"

6. (1) Le paragraphe 49(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La garantie donnée par un titulaire de licence ne peut être réalisée ou recouvrée que par la Commission pour le compte d'un détenteur visé à l'article 45 qui a subi une perte ou des dommages en raison du manquement du titulaire, délibéré ou non :

a) aux exigences de la présente loi, ainsi que des règlements ou arrêtés pris sous son régime;

b) à l'obligation de faire un paiement au détenteur ou de lui livrer du grain sur remise du bon de paiement, de l'accusé de réception ou du récépissé délivré par le titulaire en application de la présente loi à l'égard de grain — à l'exception des cultures spéciales.

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), par. 17(1); 1994, ch. 45, par. 12(2)

Recouvrement ou réalisation

(2) L'alinéa 49(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) avant l'expiration de la période réglementaire suivant la délivrance de l'accusé de réception, du bon de paiement ou du récépissé au producteur du grain qui y est visé — à l'exception des cultures spéciales — , le titulaire a manqué à son obligation de paiement ou de livraison envers celui-ci ou a refusé de l'exécuter;

1994, ch. 45, par. 12(3)

(3) Les paragraphes 49(6) et (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(6) Le manquement à ses obligations de la part du titulaire de licence lorsque celui-ci remet au producteur un bon de paiement ou toute autre lettre de change que la banque ou autre institution financière sur laquelle ils sont tirés refuse par la suite d'honorer est réputé avoir lieu à la date de la remise.

1994, ch. 45, par. 12(3)

Disposition interprétative

7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 49, de ce qui suit :

49.01 (1) Pour l'application du présent article et de l'article 49.02, « agent » s'entend de la Commission ou de la personne ou de l'organisme désigné à ce titre par le ministre,

Définition de « agent »

	Special Crops Advisory Committee referred to in section 49.02.	sur recommandation du comité consultatif des cultures spéciales mentionné à ce dernier article.	
Special crops insurance	(2) The agent may, in accordance with the regulations, establish an insurance plan to insure producers of special crops who are holders of cash purchase tickets, elevator receipts or grain receipts against the refusal or failure of licensees to meet their payment or delivery obligations under the receipt or ticket.	(2) L'agent peut, conformément aux règlements, établir un régime d'assurance afin de protéger les producteurs de cultures spéciales qui détiennent des accusés de réception, récépissés ou bons de paiement contre le refus ou le défaut des titulaires de licence de respecter les obligations de paiement ou de livraison prévues dans ces documents.	Assurance — cultures spéciales
Payment of levy	(3) A producer who delivers a special crop to a licensee when such an insurance plan is in effect shall pay to the licensee in the prescribed manner the prescribed levy.	(3) Dans le cas où un tel régime d'assurance est en vigueur, le producteur qui livre des cultures spéciales à un titulaire de licence est tenu de lui payer, conformément aux règlements, la contribution réglementaire.	Paiement d'une contribution
Collection and remittance of levy to agent	(4) A licensee shall collect the levy from the producer and shall remit it to the agent within such period and in such manner as may be prescribed.	(4) Le titulaire de licence perçoit la contribution et la remet à l'agent dans le délai et selon les modalités réglementaires.	Remise de la contribution à l'agent
Use of levies by agent	(5) The agent shall use the levies to pay any premiums owed to the insurer, any expenses related to the administration of the insurance plan and any remuneration or reimbursement of expenses to which a member of the Special Crops Advisory Committee may be entitled under subsection 49.02(4).	(5) L'agent applique la contribution aux primes versées à l'assureur, à l'administration du régime d'assurance ainsi qu'à la rémunération et à l'indemnisation des membres du comité consultatif des cultures spéciales en conformité avec le paragraphe 49.02(4).	Application des contributions
Limitation	(6) A producer of special crops participating in the insurance plan may make a claim related to a grain receipt, elevator receipt or cash purchase ticket issued in respect of a special crop by a licensee only if (a) prior to the expiration of such period following the issuance of the receipt or ticket by the licensee as may be prescribed, the licensee fails or refuses to meet any of their payment or delivery obligations to the producer; and (b) the producer has given notice in writing of the failure or refusal to the agent within such period following the failure or refusal as may be prescribed.	(6) Le producteur qui participe au régime d'assurance ne peut présenter de réclamation au titre d'un accusé de réception, d'un récépissé ou d'un bon de paiement délivré à l'égard de cultures spéciales par un titulaire de licence que si, à la fois : a) avant l'expiration de la période réglementaire suivant la délivrance de l'accusé de réception, du bon de paiement ou du récépissé, le titulaire a manqué à son obligation de paiement ou de livraison envers le producteur ou a refusé de l'exécuter; b) le producteur en a avisé par écrit l'agent dans le délai réglementaire suivant le manquement ou le refus.	Limite

Deemed failure	(7) If the failure on the part of a licensee to meet the licensee's payment obligations is a result of their giving to the producer a cash purchase ticket or other bill of exchange that the bank or other financial institution on which it is drawn subsequently refuses to honour, that failure occurs when the cash purchase ticket or other bill of exchange is given to the producer.	(7) Le manquement à ses obligations de la part du titulaire de licence lorsque celui-ci remet au producteur un bon de paiement ou toute autre lettre de change que la banque ou autre institution financière sur laquelle ils sont tirés refuse par la suite d'honorer est réputé avoir lieu à la date de la remise.	Disposition interprétative
Withdrawal	(8) A producer of special crops may, in the prescribed manner, withdraw from the insurance plan described in this section.	(8) Un producteur de cultures spéciales peut, conformément aux règlements, se retirer du régime d'assurance prévu au présent article.	Retrait
Special Crops Advisory Committee	49.02 (1) The Minister may establish a committee, referred to as the Special Crops Advisory Committee, composed of not more than nine members named by the Minister for a term not exceeding three years, which term may be renewed for one or more further terms.	49.02 (1) Le ministre peut constituer un comité consultatif des cultures spéciales composé d'au plus neuf membres nommés par lui pour un mandat renouvelable d'au plus trois ans.	Comité consultatif
Functions	(2) The Special Crops Advisory Committee shall make recommendations regarding the designation of special crops, the selection of a person or organization as agent or insurer under section 49.01 and any other issues concerning special crops submitted to it by the Minister.	(2) Le comité présente des recommandations sur la désignation des cultures spéciales ainsi que sur le choix de l'agent et de l'assureur visés à l'article 49.01 et conseille le ministre sur toute question relative à ces cultures que celui-ci lui soumet.	Fonctions
Members	(3) The majority of the members of the Special Crops Advisory Committee shall be special crops producers who are not special crops dealers, grain dealers or operators of primary elevators.	(3) Le comité est formé majoritairement de producteurs de cultures spéciales qui ne font le commerce ni de ces cultures ni d'autres grains et n'exploitent aucune installation primaire.	Membres
Remuneration	(4) The agent shall pay to the members of the Special Crops Advisory Committee such remuneration as is fixed by the Minister and reimburse them for any reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties while absent from their ordinary places of residence.	(4) L'agent verse aux membres la rémunération fixée par le ministre et les rembourse des frais de déplacement et de séjour entraînés dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.	Rémunération
1994, c. 45, s. 13	8. Subsection 49.1(2) of the Act is replaced by the following:	8. Le paragraphe 49.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1994, ch. 45, art. 13
No liability	(2) The Commission is not liable if a licensee fails to fulfill any payment or delivery obligation owed to a holder of a grain receipt, elevator receipt or cash purchase ticket.	(2) La responsabilité de la Commission n'est pas engagée dans le cas où le titulaire de licence ne respecte pas son obligation de paiement ou de livraison envers les détenteurs d'accusés de réception, de récépissés ou de bons de paiement.	Restriction

1994, c. 45,
s. 14

9. Subsections 51(3) to (5) of the Act are repealed.

10. The heading “ELEVATORS AND GRAIN DEALERS AND THE HANDLING OF GRAIN BY LICENSEES AND OTHER PERSONS” before section 55 of the Act is replaced by the following:

ELEVATORS, GRAIN DEALERS AND SPECIAL CROPS DEALERS AND THE HANDLING OF GRAIN BY LICENSEES AND OTHER PERSONS

11. (1) Subsection 56(1) of the Act is replaced by the following:

56. (1) A licensee operating an elevator shall install in it such equipment, provide such facilities and maintain the equipment and structure of the elevator in such condition as may be prescribed in respect of elevators of that type or required by order of the Commission in respect of that elevator to ensure, as may be applicable, the efficient and accurate weighing, sampling, inspection, grading, drying, cleaning and accommodation of all grain, grain products and screenings received into or discharged from the elevator.

(2) Subsection 56(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe (1) n’a pas pour effet d’obliger l’exploitant d’une installation primaire à installer un équipement de nettoyage ou de séchage.

12. The portion of section 57 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

57. Except as may be authorized by regulation or by order of the Commission, no licensee operating an elevator shall receive into the elevator

13. Sections 58 and 59 of the Act are replaced by the following:

9. Les paragraphes 51(3) à (5) de la même loi sont abrogés.

10. L’intertitre « INSTALLATIONS — NÉGOCIANTS EN GRAINS — MANUTENTION DU GRAIN PAR DES TITULAIRES DE LICENCE ET AUTRES PERSONNES » précédant l’article 55 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

INSTALLATIONS — NÉGOCIANTS EN GRAINS OU EN CULTURES SPÉCIALES — MANUTENTION DU GRAIN PAR DES TITULAIRES DE LICENCE ET AUTRES PERSONNES

11. (1) Le paragraphe 56(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

56. (1) Le titulaire de licence qui exploite une installation doit, conformément aux règlements et aux arrêtés de la Commission, la doter de l’équipement nécessaire — et en maintenir le bon état de fonctionnement — de façon à assurer l’efficacité et la précision des opérations qui y sont effectuées : pesée, échantillonnage, inspection, classement par grades, séchage et nettoyage, ainsi que du stockage de grains, produits céréaliers et criblures.

(2) Le paragraphe 56(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) n’a pas pour effet d’obliger l’exploitant d’une installation primaire à installer un équipement de nettoyage ou de séchage.

12. Le passage de l’article 57 de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

57. Sauf disposition contraire des règlements ou d’un arrêté de la Commission, le titulaire de licence qui exploite une installation ne peut y recevoir :

13. Les articles 58 et 59 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 45,
art. 14

Équipement
et entretien

Restriction

Restriction
concernant la
réception
dans les
installations

Facilities,
equipment
and
maintenance

Restriction

Prohibited
receipt into
elevators

Grain out of condition	<p>58. Except as required by order of the Commission, no <u>licensee operating an elevator</u> is required to receive into the elevator any grain that has gone or is likely to go out of condition.</p>	<p>58. Sous réserve d'<u>un arrêté</u> de la Commission, <u>le titulaire de licence qui exploite une installation</u> n'est pas tenu d'y recevoir du grain avarié ou fort susceptible de le devenir.</p>	Grain avarié
Operator to exercise care and diligence	<p>59. A <u>licensee operating an elevator</u> shall exercise reasonable care and diligence to prevent any grain in the elevator from suffering damage or from deteriorating or going out of condition.</p>	<p>59. Le titulaire de licence <u>qui exploite une installation</u> doit prendre toutes les précautions et mesures utiles pour empêcher que le grain qui y est stocké ne se dégrade ou s'avarie.</p>	5 Précautions utiles
Verification of weight	<p>14. Section 64 of the Act is replaced by the following:</p>	<p>14. L'article 64 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	10
Verification of weight	<p>64. The operator of a <u>licensed primary elevator</u> shall afford to any person who delivers grain to the elevator full facilities to verify the correct weight of the grain while the grain is being weighed.</p>	<p>64. L'exploitant d'une installation primaire <u>agrée</u> offre toutes possibilités à la personne qui y livre du grain d'en vérifier le poids exact pendant la pesée.</p>	Vérification du poids
Interpretation	<p>15. The Act is amended by adding the following after section 68.1:</p>	<p>15. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 68.1, de ce qui suit :</p>	15
Interpretation	<p>68.2 For greater certainty, in sections 60 to 68.1, "licensed primary elevator" means a primary elevator operating under a primary elevator licence referred to in paragraph 42(a).</p>	<p>68.2 Pour l'application des articles 60 à 68.1, « installation primaire agréée » s'entend uniquement d'une installation primaire dont l'exploitation est autorisée au titre d'une licence visée à l'alinéa 42a).</p>	Disposition interprétative
R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 24(1); 1994, c. 45, s. 22	<p>16. The heading before section 81 and sections 81 and 82 of the Act are replaced by the following:</p>	<p>16. L'intertitre précédant l'article 81 et les articles 81 et 82 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p>	L.R., ch. 37 (4 ^e suppl.), par. 24(1); 1994, ch. 45, art. 22
Requirement to issue grain receipt or cash purchase ticket	<p><i>Grain Dealers and Special Crops Dealers</i></p>	<p><i>Négociants en grains ou en cultures spéciales</i></p>	Obligation du négociant
Requirement to issue grain receipt or cash purchase ticket	<p>81. (1) With respect to the purchase of western grain from a producer of that grain, every <u>licensed grain dealer or special crops dealer</u> shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a grain receipt or cash purchase ticket stating the grade name, grade and dockage of the grain, and immediately provide it to the producer.</p>	<p>81. (1) Tout négociant en grains ou en cultures <u>spéciales</u> titulaire de licence établit, pour l'achat de grain de l'Ouest auprès du producteur de celui-ci, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un accusé de réception ou un bon de paiement faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés qu'il contient et le délivre sans délai au producteur.</p>	Obligation du négociant
Commission contracts	<p>(2) No licensed grain dealer or <u>special crops dealer</u> who acts for any person on a commission basis in relation to the purchase or sale of western grain by a grade name shall, except with the consent of that person, buy, sell or have any interest directly or indirectly beyond the dealer's agreed commission in the purchase or sale of the grain.</p>	<p>(2) Le négociant en grains ou en cultures <u>spéciales</u> titulaire d'une licence qui perçoit une commission à l'achat ou à la vente de grain de l'Ouest désigné sous une appellation de grade ne peut, sans le consentement de son mandant, acheter, vendre ou détenir directement ou indirectement, dans ces opérations, d'autres droits que la commission convenue.</p>	Contrats de commission

Prohibitions

(3) No licensed grain dealer or special crops dealer shall

- (a) except with the permission of the Commission, enter into a contract relating to western grain that the dealer has reason to believe is infested or contaminated; or
- (b) enter into a contract that provides for the delivery of western grain to an elevator or a consignee if the grain is not lawfully receivable by the operator of the elevator or other consignee.

(3) Le négociant en grains ou en cultures spéciales titulaire d'une licence ne peut :

- a) sauf autorisation de la Commission, conclure de contrat portant sur du grain de l'Ouest qu'il a des raisons de croire infesté ou contaminé;
- b) conclure de contrat prévoyant la livraison de grain de l'Ouest à une installation ou à un consignataire si le grain ne peut être légalement livré à destination.

Interdictions

Records and reports

82. Every licensed grain dealer or special crops dealer shall maintain such records of the dealer's business and make such reports to the Commission in respect of that business as may be prescribed.

82. Chaque négociant en grains ou en cultures spéciales titulaire d'une licence tient les registres de son commerce et fait à la Commission les rapports réglementaires y afférents.

Registres et rapports

1988, c. 65, s. 126

17. Subsection 88(1) of the Act is replaced by the following:

17. Le paragraphe 88(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1988, ch. 65, art. 126

Inspection

88. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may, at any reasonable time, enter

- (a) any elevator, any premises of the licensee of an elevator or any premises of a licensed grain dealer or special crops dealer in which the inspector believes on reasonable grounds there is any grain, grain product or screenings owned or possessed by the licensee or any books, records or other documents relating to the operation of the elevator or the business of the grain dealer or special crops dealer, or
- (b) any premises referred to in an end-use certificate submitted in respect of grain imported into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act* as being premises to which the grain is consigned or any premises in which the inspector believes on reasonable grounds that grain to which such a certificate relates has been delivered,

88. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), un inspecteur peut, à toute heure convenable, soit pénétrer dans une installation ou dans les locaux d'un titulaire de licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains ou en cultures spéciales, s'il a des motifs raisonnables de croire que des grains, des produits céréaliers ou des criblures s'y trouvent, qu'ils appartiennent au titulaire ou soient en sa possession, ainsi que des livres, registres ou autres documents relatifs à l'exploitation de l'installation ou du commerce, soit pénétrer en tout lieu désigné dans le certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, comme destination du grain ou en tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire que du grain visé par le certificat a été livré. Il peut alors :

Perquisition

and may

- (c) examine the premises and any equipment, grain, grain products and screenings found in the premises, and
- (d) examine any books, records, bills of lading and other documents that, on reasonable grounds, the inspector believes contain any information relevant to the enforce-

- a) visiter les lieux et examiner l'équipement, le grain, les produits céréaliers et les criblures qui s'y trouvent;
- b) examiner tous livres, registres, connaissances et autres documents, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements concernant l'application de la présente loi et en faire des copies ou des extraits.

ment of this Act and make copies of them or take extracts from them.

1988, c. 65,
s. 127; 1994,
c. 45, s. 29

18. Section 90 of the Act is replaced by the following:

90. (1) An inspector who believes on reasonable grounds that

(a) any offence under this Act or any violation has been committed,

(b) any grain, grain product or screenings in an elevator is infested or contaminated,

(c) any equipment in an elevator is in such condition that grain, grain products or screenings cannot safely or accurately be weighed or handled in the elevator,

(d) an elevator is in such condition as to cause danger to persons or loss or deterioration of grain, grain products or screenings stored in it, or

(e) an overage at a primary elevator is in excess of a prescribed maximum amount,

may seize any documents or records that the inspector believes, on reasonable grounds, afford evidence that an offence under this Act or a violation has been committed and, in any event, shall without delay report to the Commission the facts ascertained by the inspector.

Seizure and report

Detention

(2) Documents or records seized pursuant to subsection (1) shall not be detained after the expiration of thirty days from the seizure unless before that time proceedings in respect of an offence under this Act or a violation, in respect of which the documents or records contain or are evidence, have been instituted, in which event the documents or records may be detained until the proceedings are finally concluded.

1994, c. 45,
s. 30

19. Subsection 93(1) of the Act is replaced by the following:

93. (1) If, on receiving the report of an inspector pursuant to section 90 or on making an investigation pursuant to section 91, the Commission believes on reasonable grounds that an offence under this Act or a violation

Restriction of operations and suspension of licence

18. L'article 90 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

90. (1) L'inspecteur peut saisir des registres ou autres documents s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils concernent ou établissent une infraction à la présente loi ou une violation, et il doit sans délai faire rapport à la Commission des faits qu'il a constatés, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) qu'une infraction à la présente loi ou une violation a été commise;

b) que du grain, des produits céréaliers ou des criblures se trouvant dans une installation sont infestés ou contaminés;

c) que l'équipement de l'installation est dans un tel état que le grain, les produits céréaliers ou les criblures ne peuvent être pesés avec précision ou manipulés sans risque;

d) que, vu son état, l'installation est dangereuse pour les personnes ou peut entraîner la perte ou la détérioration des grains, produits céréaliers ou criblures qui y sont stockés;

e) que l'excédent dans un silo primaire est supérieur à l'excédent maximal réglementaire.

(2) Le délai maximal de rétention des registres ou autres documents mentionnés au paragraphe (1) est de trente jours après la saisie, à moins que pendant cette période des poursuites aient été intentées pour une infraction ou une violation dont ces documents font preuve, auquel cas il peut être prolongé jusqu'à l'aboutissement des poursuites.

1988, ch. 65,
art. 127;
1994, ch. 45,
art. 29

Saisie et rapport

Rétention

19. Le paragraphe 93(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

93. (1) Si elle a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d'une infraction à la présente loi ou d'une violation par le titulaire d'une licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains ou en cultures

1994, ch. 45,
art. 30

Restriction de l'exploitation et suspension de licence

has been committed by a licensee of an elevator or by a licensed grain dealer or special crops dealer or that a condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c), (d) or (e) exists in a licensed elevator, the Commission may, by order,

(a) require a weigh-over of any grain, grain products or screenings in the elevator by the licensee or a person authorized for the purpose by the Commission and, for that purpose, prohibit, for such period not exceeding thirty days as is specified in the order, the receipt into or removal from the premises of the elevator, or both, of any grain, grain products or screenings;

(b) in the case of a condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c) or (d),

(i) require that the condition be remedied in such manner and within such time as is specified in the order,

(ii) require that such grain, grain products and screenings in the elevator as are specified in the order be stored or disposed of in such manner as the Commission considers equitable, and

(iii) prohibit, for such period not exceeding thirty days as is specified in the order, any particular use of the elevator or its equipment; and

(c) whether or not the Commission exercises any of the powers conferred by paragraphs (a) and (b), in its discretion, suspend the licence to operate the elevator or the licence to carry on business as a grain dealer or special crops dealer for such period not exceeding thirty days as is specified in the order.

20. Paragraph 94(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) before the expiration of thirty days from the commencement of the period of prohibition or suspension, proceedings have been instituted against the licensee or against the manager of the elevator in respect of an offence under this Act or a violation, in which event the period of prohibition or suspension is deemed to be extended, unless otherwise ordered by the

spéciales, ou à l'existence d'un des états visés par les alinéas 90(1)b), c), d) ou e), la Commission peut, par arrêté, sur réception du rapport d'inspection prévu à l'article 90 ou au cours d'une enquête effectuée au titre de l'article 91 :

a) exiger que le titulaire de licence ou toute autre personne habilitée par elle à cet effet, effectue une pesée de contrôle des grains, produits céréaliers ou criblures qui se trouvent dans l'installation et interdire, à cette fin, pour une période maximale de trente jours fixée par l'arrêté, toute entrée et sortie de telles marchandises;

b) dans le cas d'un état mentionné aux alinéas 90(1)b), c) ou d) :

(i) exiger qu'il soit remédié à la situation selon les modalités qu'elle ordonne,

(ii) exiger que les grains, produits céréaliers ou criblures se trouvant dans l'installation et mentionnés dans l'arrêté soient stockés, ou qu'il en soit disposé, de la manière qu'elle juge équitable,

(iii) interdire, pour une période maximale de trente jours fixée par l'arrêté, tout usage particulier de l'installation ou de son équipement;

c) suspendre, à son appréciation, qu'elle exerce ou non les pouvoirs que lui confèrent les alinéas a) et b), la licence en cause pour une période maximale de trente jours fixée par l'arrêté.

20. L'alinéa 94(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) dans les trente jours suivant le commencement de cette période, des poursuites ont été intentées contre le titulaire de licence ou le directeur de l'installation pour infraction à la présente loi ou pour violation, auquel cas la période visée est réputée se prolonger jusqu'au quatorzième jour suivant l'aboutissement des procédures, sauf prescription contraire de la Commission;

Commission, until fourteen days after the proceedings are finally concluded; or

21. Subsection 95(1) of the Act is replaced by the following:

95. (1) The Commission may, by order, revoke a licence to operate an elevator or a licence to carry on business as a grain dealer or as a special crops dealer, as the case may be, if

(a) the licensee has failed or refused to comply with any requirement of an order made under subsection 93(1), in relation to the operation of the elevator, before the expiration of any period of prohibition or suspension specified in that order or any order made under paragraph 94(3)(b);

(b) the licensee or the manager of a licensed elevator is convicted of an offence under this Act or has committed a violation; or

(c) the licensee has failed to give additional security as required by any order made under subsection 49(1).

22. Paragraph 97(a) of the Act is replaced by the following:

(a) for the payment, by any complainant, licensee or other person to whom the jurisdiction of the Commission extends, of compensation to any person for loss or damage sustained by that person resulting from a violation or a contravention of or failure to comply with any provision of this Act or any regulation, order or licence made or issued pursuant to this Act;

23. Sections 107 to 109 of the Act are replaced by the following:

107. Every person who contravenes any provision of this Act or of the regulations or any order of the Commission, other than an order for the payment of any money or apportionment of any loss, is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

21. Le paragraphe 95(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

95. (1) La Commission peut, par arrêté, révoquer une licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains ou en cultures spéciales, dans les cas suivants :

a) il y a eu défaut du titulaire de se conformer à un arrêté, relatif à l'exploitation d'une installation, pris en application du paragraphe 93(1) ou de l'alinéa 94(3)b);

b) le titulaire ou le directeur de l'installation agréée est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi ou responsable d'une violation;

c) le titulaire n'a pas donné la garantie supplémentaire exigée par l'arrêté visé au paragraphe 49(1).

22. L'alinéa 97a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le paiement d'une indemnité, par tout demandeur, titulaire de licence ou autre personne relevant de sa compétence, aux personnes qui ont subi des dommages par suite d'une violation, d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements d'application ou du défaut de se conformer à leurs dispositions ou à celles d'un arrêté pris ou d'une licence délivrée en application de la présente loi;

23. Les articles 107 à 109 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

107. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi, des règlements ou d'un arrêté de la Commission ne portant pas paiement d'argent ou répartition de perte commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces 40 peines;

Revocation of licence

Révocation des licences

R.S., c. 37 (4th Suppl.), s. 27; 1988, c. 65, s. 131

Offence and punishment

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 27; 1988, ch. 65, art. 131

Infraction et peine

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

Offence or violation by manager, employee or agent

108. (1) Any manager of an elevator, or any other employee or agent of the operator or licensee of an elevator, who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act or a violation by the operator or licensee is a party to and guilty of the offence or violation, as the case may be.

Offence or violation by employee or agent

(2) Any employee or agent of a licensed grain dealer or special crops dealer who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act or a violation by the dealer is a party to and guilty of the offence or violation, as the case may be.

Documentary evidence

109. In any prosecution for an offence under this Act or a violation, a document purporting to have been signed by a commissioner or any other officer or employee of the Commission in the course of the performance of his or her duties is evidence of the facts stated in the document without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document.

24. (1) Paragraph 116(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) désigner comme grains, pour l'application de la présente loi, toute semence;

(2) Subsection 116(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) designating any grain as a special crop for the purposes of this Act;

(3) Subsection 116(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (k.1):

(k.2) for the purposes of section 49.01

(i) fixing the amount of the levy to be paid by producers of special crops and determining the method by which it is to be paid,

b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

108. (1) Le directeur d'une installation, l'employé ou le mandataire de l'exploitant ou du titulaire d'une licence d'exploitation qui agit en vue de la perpétration d'une infraction à la présente loi ou d'une violation par l'exploitant ou le titulaire de la licence est 10 considéré comme coauteur de l'infraction ou de la violation.

(2) L'employé ou le mandataire d'un négociant en grains ou en cultures spéciales titulaire d'une licence qui agit en vue de la 15 perpétration d'une infraction à la présente loi ou d'une violation par le négociant est considéré comme coauteur de l'infraction ou de la violation.

109. Dans les poursuites pour infraction à la 20 présente loi ou violation, un document censé avoir été signé par un commissaire, un dirigeant ou un employé de la Commission agissant dans l'exercice de ses fonctions constitue la preuve des faits qui y sont énoncés 25 sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

24. (1) L'alinéa 116(1)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce 30 qui suit :

a) désigner comme grains, pour l'application de la présente loi, toute semence;

(2) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 35 a), de ce qui suit :

a.1) désigner comme culture spéciale, pour l'application de la présente loi, tout grain;

(3) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 40 k.1), de ce qui suit :

k.2) pour l'application de l'article 49.01 :

(i) déterminer le montant de la contribution à payer par les producteurs de cultures spéciales et son mode de paiement,

Infraction ou violation d'un directeur ou d'un employé

Infraction ou violation d'un employé ou d'un mandataire

Preuve documentaire

- (ii) providing for the time and manner in which licensees are to remit any levies collected to the agent,
- (iii) governing the reimbursement by the agent of expenses related to the administration of the insurance plan from the levies remitted to the agent, 5
- (iv) fixing the period of insurance coverage following the issuance of an elevator receipt, grain receipt or cash purchase ticket, 10
- (v) governing the retention and maintenance of records and the provision of information,
- (vi) specifying the terms and conditions for participation in and withdrawal from the insurance plan by producers of special crops, and 15
- (vii) providing for any other measures necessary to implement and maintain the insurance plan; 20

- (ii) prévoir les délais et modalités de remise à l'agent des contributions perçues par les titulaires de licence,
- (iii) régir le remboursement par l'agent, sur les contributions qui lui sont remises, des frais d'administration du régime d'assurance, 5
- (iv) fixer la période de validité de l'assurance suivant la délivrance d'un accusé de réception, d'un bon de paiement ou d'un récépissé, 10
- (v) régir la tenue et la conservation de dossiers et prévoir la fourniture de renseignements,
- (vi) prévoir les conditions et formalités de participation des producteurs de cultures spéciales au régime d'assurance, ainsi que celles de leur retrait du régime, 15
- (vii) prendre toute autre mesure nécessaire à la mise sur pied et au maintien du régime d'assurance; 20

Terminology

25. The French version of the Act is amended by replacing the word “ordonnance” with the word “arrêté” in the following provisions, with such modifications as the circumstances require:

- (a) the portion of section 19 before paragraph (a);
- (b) subsection 49(1);
- (c) section 60; 30
- (d) subsection 62(4);
- (e) paragraph 63(b);
- (f) subsections 69(1) and (2);
- (g) subsections 72(1) to (3);
- (h) subsection 87(1); 35
- (i) paragraph 91(1)(g);
- (j) subsections 93(2) and (3);
- (k) subsections 94(2) and (3);
- (l) section 96;
- (m) the heading before section 97 and section 97; 40
- (n) subsection 99(1);
- (o) subsections 100(1) to (4);
- (p) subsections 101(1) and (2);

25. Dans les passages suivants de la version française de la même loi, « ordonnance » est remplacé par « arrêté », avec les adaptations nécessaires : 25

- a) le passage de l'article 19 précédant l'alinéa a);
- b) le paragraphe 49(1);
- c) l'article 60;
- d) le paragraphe 62(4); 30
- e) l'alinéa 63b);
- f) les paragraphes 69(1) et (2);
- g) les paragraphes 72(1) à (3);
- h) le paragraphe 87(1);
- i) l'alinéa 91(1)g); 35
- j) les paragraphes 93(2) et (3);
- k) les paragraphes 94(2) et (3);
- l) l'article 96;
- m) l'article 97 et l'intertitre le précédant;
- n) le paragraphe 99(1); 40
- o) les paragraphes 100(1) à (4);
- p) les paragraphes 101(1) et (2);
- q) l'alinéa 104c);

Terminologie

- (q) paragraph 104(c);
 - (r) paragraph 105(d);
 - (s) paragraph 114(b);
 - (t) paragraph 117(b); and
 - (u) the portion of section 118 before paragraph (a).
- r) l'alinéa 105d);
 - s) l'alinéa 114b);
 - t) l'alinéa 117b);
 - u) le passage de l'article 118 précédant l'alinéa a).

5

1995, c. 40;
1997, c. 21

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE
MONETARY PENALTIES ACT

LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE

1995, ch. 40;
1997, ch. 21

26. The long title of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agriculture Products Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act

26. Le titre intégral de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire* est remplacé par ce qui suit :

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur les grains du Canada, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences

27. The definition "agri-food Act" in section 2 of the Act is replaced by the following:

"agri-food Act" means the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Canada Grain Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Pest Control Products Act*, the *Plant Protection Act* or the *Seeds Act*;

27. La définition de « loi agroalimentaire », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« loi agroalimentaire » La *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur les grains du Canada*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur les produits antiparasitaires*, la *Loi sur la protection des végétaux* ou la *Loi sur les semences*.

"agri-food Act"
« loi agroalimentaire »

« loi agroalimentaire »
"agri-food Act"

CONDITIONAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

1997, c. 21

28. (1) On the later of the coming into force of section 29 of the *Farm Debt Mediation Act*, chapter 21 of the Statutes of Canada, 1997, and the coming into force of section 26 of this Act, the long title of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:

28. (1) À l'entrée en vigueur de l'article 29 de la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole*, chapitre 21 des Lois du Canada (1997), ou à celle de l'article 26 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le titre intégral de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire* est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 21

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agriculture Products Act, the Farm Debt Mediation Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi sur la médiation en matière agricole, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur les grains du Canada, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences

1997, c. 21

(2) On the later of the coming into force of section 30 of the *Farm Debt Mediation Act*, chapter 21 of the Statutes of Canada, 1997, and the coming into force of section 27 of this Act, the definition “agri-food Act” in section 2 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:

“agri-food Act”
« loi agroalimentaire »

“agri-food Act” means the *Canada Agricultural Products Act*, the *Farm Debt Mediation Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Canada Grain Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Pest Control Products Act*, the *Plant Protection Act* or the *Seeds Act*;

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 30 de la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole*, chapitre 21 des Lois du Canada (1997), ou à celle de l'article 27 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, la définition de « loi agroalimentaire », à l'article 2 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, est remplacée par ce qui suit :

1997, ch. 21

« loi agroalimentaire » La *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur les grains du Canada*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur les produits antiparasitaires*, la *Loi sur la protection des végétaux* ou la *Loi sur les semences*.

« loi agroalimentaire »
“agri-food Act”

REPEAL

Repeal of
R.S., c. G-11

29. The *Grain Futures Act* is repealed.

ABROGATION

29. La *Loi sur les marchés de grain à terme* est abrogée.

Abrogation
de L.R., ch.
G-11

COMING INTO FORCE

Coming into
force

30. This Act or any of its provisions comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

30. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en
vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9

EXPLANATORY NOTES

Canada Grain Act

Clause 1: (1) and (2) The definitions “cash purchase ticket”, “grain”, “grain product”, “grain receipt”, “licence” and “licensee” in section 2 read as follows:

“cash purchase ticket” means a document in prescribed form issued in respect of grain delivered to a primary elevator, process elevator or grain dealer as evidence of the purchase of the grain by the operator of the elevator or the grain dealer and entitling the holder of the document to payment, by the operator or grain dealer, of the purchase price stated in the document;

“grain” means any seed designated by regulation as a grain for the purposes of this Act;

“grain product” means any product that is produced by processing or manufacturing any grain alone or with any other grain or substance and that may be presented for storage or handling at an elevator;

“grain receipt” means a document in prescribed form issued in respect of grain delivered to a process elevator or grain dealer acknowledging receipt of the grain and entitling the holder of the document to payment by the operator of the elevator or the grain dealer for the grain;

“licence” means a licence to operate an elevator or to carry on business as a grain dealer issued by the Commission;

“licensee” means a person who holds a licence to operate an elevator or to carry on business as a grain dealer;

(3) New.

Clause 2: New. The relevant portion of section 42 reads as follows:

42. The following classes of licences are hereby established for the purposes of this Act:

Clause 3: (1) and (2) The relevant portion of section 44 reads as follows:

44. No person shall

(a) operate an elevator of a type referred to in section 42 unless
(i) that person is the holder of a licence issued in respect of the elevator, or

...

(b) carry on business as a grain dealer unless

(i) that person is the holder of a grain dealer’s licence,

Clause 4: Subsection 45(1) reads as follows:

45. (1) Where a person who proposes to operate a primary or process elevator or to carry on business as a grain dealer applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act, the Commission may

(a) issue to the applicant a licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator or the business of that grain dealer; and

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les grains du Canada

Article 1, (1) et (2). — Texte des définitions de « accusé de réception », « bon de paiement », « grain », « licence », « produit céréalier » et « titulaire de licence » à l’article 2 :

« accusé de réception » Le document réglementaire accusant réception du grain livré à une installation de transformation ou à un négociant en grains et donnant à son détenteur droit au paiement par l’exploitant ou le négociant.

« bon de paiement » Document réglementaire qui constate l’achat, par l’exploitant d’une installation primaire ou de transformation ou par un négociant en grains, du grain livré à l’installation ou au négociant, et qui donne à son titulaire droit au paiement par l’acheteur du prix d’achat fixé.

« grain » Les graines ou céréales désignées comme tel par règlement.

« licence » Autorisation délivrée par la Commission pour l’exploitation d’une installation ou pour faire profession de négociant en grains.

« produit céréalier » Produit obtenu par la transformation ou la préparation industrielle de céréales ou graines, seules ou mélangées à d’autres grains ou substances, et qui peut être livré à une installation pour stockage ou manutention.

« titulaire de licence » Détenteur d’une licence d’exploitant d’une installation ou de négociant en grains.

(3). — Nouveau.

Article 2. — Nouveau. Texte du passage introductif de l’article 42 :

42. Pour l’application de la présente loi, sont établies les catégories suivantes de licences :

Article 3, (1) et (2). — Texte des passages introductif et visé de l’article 44 :

44. Il est interdit :

a) d’exploiter une installation mentionnée à l’article 42 à moins, selon le cas :

(i) d’être titulaire d’une licence délivrée à cette fin,

...

b) de faire profession de négociant en grains à moins, selon le cas :

(i) d’être titulaire d’une licence à cette fin,

Article 4. — Texte du paragraphe 45(1) :

45. (1) Lorsqu’elle est convaincue que l’intéressé et, le cas échéant, le silo satisfont aux exigences de la présente loi, la Commission peut, sur demande écrite d’une personne qui se propose d’exploiter un silo primaire ou un silo de transformation ou un commerce de grains :

a) lui délivrer la licence appropriée en l’occurrence;

b) fixer, sous réserve des règlements, la garantie à fournir sous forme de cautionnement, d’assurance ou autre par le demandeur en tenant compte des obligations éventuelles de paiement ou de livraison de grain contractées par celui-ci envers les producteurs qui seront

(b) subject to the regulations, fix the security to be given by the applicant, by way of bond, insurance or otherwise, having regard to the applicant's potential obligations for the payment of money or the delivery of grain to producers of grain who are holders of cash purchase tickets, elevator receipts or grain receipts issued pursuant to this Act in relation to grain produced by the holders.

Clause 5: Subsection 46(2.1) is new. Subsections 46(1) to (3) read as follows:

46. (1) The Commission may refuse to issue an elevator licence if the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45 or fails to establish to the satisfaction of the Commission that

(a) the premises that the applicant proposes to use are appropriate for the storage and handling of grain; or

(b) the elevator is or will be of such a type and in such condition and the equipment of the elevator is or will be of such a type and size and in such condition as to enable the applicant to provide, at the location where the applicant proposes to operate the elevator, the services required by or pursuant to this Act to be provided at that location by a licensee holding a licence of the class for which the applicant has applied.

(2) The Commission may refuse to issue a grain dealer's licence if the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45.

(3) The Commission may refuse to issue a licence if the applicant has been convicted of an offence under this Act within the twelve months immediately preceding the application for the licence and the Commission is satisfied that it would not be in the public interest to issue a licence to the applicant.

Clause 6: (1) Subsection 49(2) reads as follows:

(2) Any security given by a licensee as a condition of a licence may only be realized or enforced by

(a) the Commission; or

(b) any holder referred to in section 45 who has suffered loss or damage by reason of the refusal or failure of the licensee to

(i) comply with this Act or any regulation or order made thereunder, or

(ii) meet any of the licensee's payment or delivery obligations to that holder on the surrender of any cash purchase ticket, elevator receipt or grain receipt issued by the licensee pursuant to this Act.

(2) The relevant portion of subsection 49(3) reads as follows:

(3) Notwithstanding subsection (2), a security given by a licensee as a condition of a licence to operate a primary or process elevator or to carry on business as a grain dealer may be realized or enforced in relation to a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt only if

(a) the licensee fails or refuses to meet any of their payment or delivery obligations to the producer of the grain to which the ticket or receipt relates within such period as may be prescribed after the day on which the grain was delivered to the licensee; and

(3) Subsections 49(6) and (7) read as follows:

(6) Where the failure on the part of a licensee to meet the licensee's payment obligations is a result of their giving to the producer a cheque or other bill of exchange that the bank or other financial institution on which it is drawn subsequently refuses to honour, that failure occurs when the cheque or other bill of exchange is given to the producer.

détenteurs d'accusés de réception, de bons de paiement ou de récépissés délivrés en application de la présente loi à l'égard du grain produit par eux.

Article 5. — Le paragraphe 46(2.1) est nouveau. Texte des paragraphes 46(1) à (3) :

46. (1) La Commission peut refuser de délivrer une licence d'exploitation de silo si l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45 ou n'établit pas, à sa satisfaction :

a) soit que les locaux qu'il se propose d'utiliser conviennent au stockage et à la manutention du grain;

b) soit que le type et l'état de l'installation et de son équipement ainsi que la dimension de celui-ci lui permettront de fournir, au lieu d'exploitation proposé, les services imposés sous le régime de la présente loi au titulaire d'une licence de la catégorie de celle qui est demandée.

(2) La Commission peut refuser de délivrer une licence de négociant en grains si l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45.

(3) La Commission peut refuser de délivrer une licence à toute personne condamnée pour infraction à la présente loi dans les douze mois qui précèdent la demande lorsqu'elle est convaincue que cela serait contraire à l'intérêt public.

Article 6, (1). — Texte du paragraphe 49(2) :

(2) La garantie donnée par un titulaire de licence ne peut être réalisée ou recouvrée que, selon le cas :

a) par la Commission;

b) par tout détenteur visé à l'article 45 et qui a subi une perte ou des dommages en raison du manquement du titulaire, délibéré ou non :

(i) aux exigences de la présente loi, ainsi que des règlements ou ordonnances pris sous son régime,

(ii) à l'obligation de lui faire un paiement ou de lui livrer du grain sur remise du bon de paiement, de l'accusé de réception ou du récépissé délivré par le titulaire en application de la présente loi.

(2). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 49(3) :

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la garantie donnée par le titulaire d'une licence d'exploitation d'un silo primaire ou d'un silo de transformation ou d'un commerce de grains ne peut être réalisée ou recouvrée relativement à un accusé de réception, un bon de paiement ou un récépissé que si, à la fois :

a) avant l'expiration de la période réglementaire suivant la livraison au titulaire du grain qui y est visé, celui-ci a manqué à son obligation de paiement ou de livraison envers le producteur ou a refusé de l'exécuter;

(3). — Texte des paragraphes 49(6) et (7) :

(6) Il y a notamment manquement à ses obligations de la part du titulaire de licence lorsque celui-ci remet au producteur un chèque ou toute autre lettre de change que la banque ou autre institution financière sur laquelle ils sont tirés refuse par la suite d'honorer.

(7) For the purposes of this section, delivery to a licensed grain dealer occurs on the earliest of

- (a) the day the licensed grain dealer issues a cash purchase ticket or a grain receipt to the producer,
- (b) the day the grain is unloaded from a railway car, where a producer loaded the grain directly onto the railway car, and
- (c) the day the licensed grain dealer receives the grain or receives documents entitling the licensed grain dealer to the grain.

Clause 7: New.

Clause 8: Subsection 49.1(2) reads as follows:

(2) The Commission is not liable if a licensee fails to provide sufficient security to ensure that the licensee meets their obligations to pay money or to deliver grain to a holder of a cash purchase ticket, elevator receipt or grain receipt.

Clause 9: Subsections 51(3) to (5) read as follows:

(3) Notwithstanding subsection (1), the Commission, on receiving a written complaint from an interested person with respect to the charge for a service provided by the operator of a licensed elevator, may, by order, after giving all interested persons an opportunity to be heard, fix the maximum charge or a manner for determining the maximum charge for that service.

(4) An order made under subsection (3) becomes effective on the day specified in the order, which day shall not be earlier than the day the Commission determines that the facts giving rise to the complaint occurred, and ceases to be effective at the end of the crop year in which the order is made or on such earlier day as is set out in the order for its expiration.

(5) Subsections (3) and (4) cease to be in force on July 31, 1996.

Clause 11: (1) and (2) Section 56 reads as follows:

56. (1) The operator of a licensed elevator of any type shall install therein such equipment, provide such facilities and maintain the equipment and structure of the elevator in such condition as may be prescribed in respect of elevators of that type or required by order of the Commission in respect of that elevator to ensure, as may be applicable, the efficient and accurate weighing, sampling, inspection, grading, drying, cleaning and accommodation of all grain, grain products and screenings received into or discharged from the elevator.

(2) Notwithstanding subsection (1), no operator of a primary elevator shall be required pursuant to that subsection to install cleaning or drying equipment.

Clause 12: The relevant portion of section 57 reads as follows:

57. Except as may be authorized by regulation or by order of the Commission, no operator of any licensed elevator shall receive into the elevator

Clause 13: Sections 58 and 59 read as follows:

58. Except as required by order of the Commission, no operator of a licensed elevator is required to receive into the elevator any grain that has gone or is likely to go out of condition.

59. The operator of a licensed elevator shall exercise reasonable care and diligence to prevent any grain in the elevator from suffering damage or from deteriorating or going out of condition.

(7) Pour l'application du présent article, la livraison au titulaire d'une licence de négociant en grains a lieu lorsque le premier en date des événements suivants se réalise :

- a) la délivrance, par le titulaire de licence, au producteur d'un accusé de réception ou d'un bon de paiement;
- b) le déchargement du grain, dans le cas où un producteur a chargé lui-même le grain dans un wagon;
- c) la prise de possession, par le titulaire, du grain ou des documents qui lui donnent droit au grain.

Article 7. — Nouveau.

Article 8. — Texte du paragraphe 49.1(2) :

(2) La responsabilité de la Commission n'est pas engagée dans le cas où le titulaire de licence fait défaut de fournir une garantie suffisante pour couvrir son obligation de paiement ou de livraison de grain envers les détenteurs d'accusés de réception, de bons de paiement ou de récépissés.

Article 9. — Texte des paragraphes 51(3) à (5) :

(3) Par dérogation au paragraphe (1), dès qu'une personne lui soumet une plainte écrite portant sur les droits qu'un exploitant d'un silo agréé exige pour un service donné, la Commission peut, par ordonnance, après avoir accordé à tous les intéressés la possibilité d'être entendus, fixer le plafond — ou le mode de détermination du plafond — pour le service en question.

(4) L'ordonnance entre en vigueur à la date qu'elle mentionne expressément, laquelle ne peut être antérieure à celle que la Commission détermine comme étant la date de la survenance des faits à l'origine de la plainte et le demeure jusqu'à la fin de la campagne agricole au cours de laquelle elle est rendue ou la date d'expiration antérieure qu'elle prévoit.

(5) Les paragraphes (3) et (4) cessent d'être en vigueur le 31 juillet 1996.

Article 11, (1) et (2). — Texte de l'article 56 :

56. (1) L'exploitant d'une installation agréée doit, conformément aux règlements et aux ordonnances de la Commission, la doter de l'équipement nécessaire — et en maintenir le bon état de fonctionnement — de façon à assurer l'efficacité et la précision des opérations qui y sont effectuées : pesée, échantillonnage, inspection, classement par grades, séchage et nettoyage, ainsi que du stockage de grains, produits céréaliers et criblures.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'obliger l'exploitant d'une installation à installer un équipement de nettoyage ou de séchage.

Article 12. — Texte du passage visé de l'article 57 :

57. Sauf disposition contraire des règlements ou d'une ordonnance de la Commission, l'exploitant d'une installation agréée ne peut y recevoir :

Article 13. — Texte des articles 58 et 59 :

58. Sous réserve d'une ordonnance de la Commission, l'exploitant d'une installation agréée n'est pas tenu d'y recevoir du grain avarié ou fort susceptible de le devenir.

59. L'exploitant d'une installation agréée doit prendre toutes les précautions et mesures utiles pour empêcher que le grain qui y est stocké ne se dégrade ou s'avarie.

Clause 14: Section 64 reads as follows:

64. The operator of a primary elevator shall afford to any person who delivers grain to the elevator full facilities to verify the correct weight of the grain while the grain is being weighed.

Clause 15: New.

Clause 16: The heading before section 81 and sections 81 and 82 read as follows:

Grain Dealers

81. (1) With respect to the purchase of western grain from a producer of that grain, every licensed grain dealer shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a grain receipt or cash purchase ticket stating the grade name, grade and dockage of the grain, and immediately provide it to the producer.

(3) No licensed grain dealer who acts for any person on a commission basis in relation to the purchase or sale of western grain by a grade name shall, except with the consent of that person, buy, sell or have any interest directly or indirectly beyond the dealer's agreed commission in the purchase or sale of the grain.

(4) No licensed grain dealer shall

(a) except with the permission of the Commission, enter into a contract relating to western grain that the dealer has reason to believe is infested or contaminated; or

(b) enter into a contract that provides for the delivery of western grain to an elevator or a consignee if the grain is not lawfully receivable by the operator of the elevator or other consignee.

82. Every licensed grain dealer shall maintain such records of his business as a grain dealer and make such reports to the Commission in respect of that business as may be prescribed.

Clause 17: Subsection 88(1) reads as follows:

88. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may, at any reasonable time, enter

(a) any elevator, any premises of the licensee of an elevator or any premises of a licensed grain dealer in which the inspector believes on reasonable grounds there is any grain, grain product or screenings owned or possessed by the licensee or any books, records or other documents relating to the operation of the elevator or the business of the grain dealer, or

(b) any premises referred to in an end-use certificate submitted in respect of grain imported into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act* as being premises to which the grain is consigned or any premises in which the inspector believes on reasonable grounds that grain to which such a certificate relates has been delivered,

and may

(c) examine the premises and any equipment, grain, grain products and screenings found therein, and

(d) examine any books, records, bills of lading and other documents that, on reasonable grounds, the inspector believes contain any information relevant to the enforcement of this Act and make copies thereof or extracts therefrom.

Article 14. — Texte de l'article 64 :

64. L'exploitant d'une installation primaire offre toutes possibilités à la personne qui y livre du grain d'en vérifier le poids exact pendant la pesée.

Article 15. — Nouveau.

Article 16. — Texte de l'intertitre précédant l'article 81 et des articles 81 et 82 :

Négociants en grains

81. (1) Tout négociant en grains titulaire de licence établit, pour l'achat de grain de l'Ouest auprès du producteur de celui-ci, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un accusé de réception ou un bon de paiement faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés qu'il contient et le délivre sans délai au producteur.

(3) Le négociant en grains titulaire d'une licence qui perçoit une commission à l'achat ou à la vente de grain de l'Ouest désigné sous une appellation de grade ne peut, sans le consentement de son mandant, acheter, vendre ou détenir directement ou indirectement, dans ces opérations, d'autres droits que la commission convenue.

(4) Le négociant en grains titulaire d'une licence ne peut :

a) sauf autorisation de la Commission, conclure de contrat portant sur du grain de l'Ouest qu'il a des raisons de croire infesté ou contaminé;

b) conclure un contrat prévoyant la livraison de grain de l'Ouest à une installation ou à un consignataire si le grain ne peut être légalement livré à destination.

82. Chaque négociant en grains titulaire d'une licence tient les registres de son commerce et fait à la Commission les rapports réglementaires y afférents.

Article 17. — Texte du paragraphe 88(1) :

88. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), un inspecteur peut, à toute heure convenable, soit pénétrer dans une installation ou dans les locaux d'un titulaire de licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains, s'il a des motifs raisonnables de croire que des grains, des produits céréaliers ou des criblures s'y trouvent, qu'ils appartiennent au titulaire ou soient en sa possession, ainsi que des livres, registres ou autres documents relatifs à l'exploitation de l'installation ou du commerce, soit pénétrer en tout lieu désigné dans le certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, comme destination du grain ou en tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire que du grain visé par le certificat a été livré. Il peut alors :

a) visiter les lieux et examiner l'équipement, le grain, les produits céréaliers et les criblures qui s'y trouvent;

b) examiner tous livres, registres, connaissements et autres documents, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements concernant l'application de la présente loi et en faire des copies ou des extraits.

Clause 18: Section 90 reads as follows:

- 90.** (1) An inspector who believes on reasonable grounds that
- (a) any offence under this Act has been committed,
 - (b) any grain, grain product or screenings in an elevator is infested or contaminated,
 - (c) any equipment in an elevator is in such condition that grain, grain products or screenings cannot safely or accurately be weighed or handled in the elevator,
 - (d) an elevator is in such condition as to cause danger to persons or loss or deterioration of grain, grain products or screenings stored therein, or
 - (e) an overage at a primary elevator is in excess of a prescribed maximum amount,

may seize any documents or records that the inspector believes, on reasonable grounds, contain or are evidence that an offence under this Act has been committed and, in any event, shall forthwith report to the Commission the facts ascertained by the inspector.

(2) Documents or records seized pursuant to subsection (1) shall not be detained after the expiration of thirty days from the seizure unless before that time proceedings in respect of an offence under this Act, in respect of which the documents or records contain or are evidence, have been instituted, in which event the documents or records may be detained until the proceedings are finally concluded.

Clause 19: Subsection 93(1) reads as follows:

- 93.** (1) Where, on receiving the report of an inspector pursuant to section 90 or on making an investigation pursuant to section 91, the Commission believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed by a licensee of an elevator or by a licensed grain dealer or that a condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c), (d) or (e) exists in a licensed elevator, the Commission may, by order,
- (a) require a weigh-over of any grain, grain products or screenings in the elevator by the licensee or a person authorized for the purpose by the Commission and, for that purpose, prohibit, for such period not exceeding thirty days as is specified in the order, the receipt into or removal from the premises of the elevator, or both, of any grain, grain products or screenings;
 - (b) in the case of a condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c) or (d),

Article 18. — Texte de l'article 90 :

90. (1) L'inspecteur peut saisir des registres ou autres documents s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils concernent ou établissent la perpétration d'une infraction à la présente loi, et il doit sans délai faire rapport à la Commission des faits qu'il a constatés, s'il a des motifs raisonnables de croire :

- a) qu'une infraction à la présente loi a été commise;
- b) que du grain, des produits céréaliers ou des criblures se trouvant dans une installation sont infestés ou contaminés;

c) que l'équipement de l'installation est dans un tel état que le grain, les produits céréaliers ou les criblures ne peuvent être pesés avec précision ou manipulés sans risque;

d) que, vu son état, l'installation est dangereuse pour les personnes ou peut entraîner la perte ou la détérioration des grains, produits céréaliers ou criblures qui y sont stockés;

e) que l'excédent dans un silo primaire est supérieur à l'excédent maximal réglementaire.

(2) Le délai maximal de rétention des registres ou autres documents mentionnés au paragraphe (1) est de trente jours après la saisie, à moins que pendant cette période des poursuites aient été intentées pour une infraction dont ces documents font preuve, auquel cas il peut être prolongé jusqu'à l'aboutissement des poursuites.

Article 19. — Texte du paragraphe 93(1) :

93. (1) Si elle a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d'une infraction à la présente loi par le titulaire d'une licence, soit d'exploitation d'une installation, soit de négociant en grains, ou à l'existence d'un des états visés par les alinéas 90(1)b), c), d) ou e), la Commission peut, par ordonnance, sur réception du rapport d'inspection prévu à l'article 90 ou au cours d'une enquête effectuée au titre de l'article 91 :

a) exiger que le titulaire de licence ou toute autre personne habilitée par elle à cet effet, effectue une pesée de contrôle des grains, produits céréaliers ou criblures qui se trouvent dans l'installation et interdire, à cette fin, pour une période maximale de trente jours fixée par l'ordonnance, toute entrée et sortie de telles marchandises;

b) dans le cas d'un état mentionné aux alinéas 90(1)b), c) ou d) :

(i) require that the condition be remedied in such manner and within such time as is specified in the order,

(ii) require that such grain, grain products and screenings in the elevator as are specified in the order be stored or disposed of in such manner as the Commission considers equitable, and

(iii) prohibit, for such period not exceeding thirty days as is specified in the order, any particular use of the elevator or its equipment; and

(c) whether or not the Commission exercises any of the powers conferred by paragraphs (a) and (b), in its discretion, suspend the licence to operate the elevator or the licence to carry on business as a grain dealer for such period not exceeding thirty days as is specified in the order.

Clause 20: The relevant portion of subsection 94(3) reads as follows:

(3) A period of prohibition or suspension ordered pursuant to subsection 93(1) shall not be extended for any period that would result in the aggregate period of the prohibition or suspension being longer than thirty days unless

(a) before the expiration of thirty days from the commencement of the period of prohibition or suspension, proceedings have been instituted against the licensee or against the manager of the elevator in respect of an offence under this Act, in which event the period of prohibition or suspension is deemed to be extended, unless otherwise ordered by the Commission, until fourteen days after the proceedings are finally concluded; or

Clause 21: Subsection 95(1) reads as follows:

95. (1) Where

(a) a licensee has failed or refused to comply with any requirement of an order made under subsection 93(1), in relation to the operation of an elevator, before the expiration of any period of prohibition or suspension specified in that order or any order made under paragraph 94(3)(b),

(b) a licensee or the manager of a licensed elevator is convicted of an offence under this Act, or

(c) a licensee has failed to give additional security as required by any order made under subsection 49(1),

the Commission may, by order, revoke the licence to operate the elevator to which the order or conviction relates or the licence to carry on business as a grain dealer, as the case may be.

Clause 22: The relevant portion of section 97 reads as follows:

97. The Commission may, after any investigation instituted under section 91 and after affording all persons having an interest in the matter under investigation a full and ample opportunity to be heard, make an order

(a) for the payment, by any complainant, licensee or other person to whom the jurisdiction of the Commission extends, of compensation to any person for loss or damage sustained by that person resulting from a contravention of or failure to comply with any provision of this Act or any regulation, order or licence made or issued pursuant to this Act;

(i) exiger qu'il soit remédié à la situation selon les modalités qu'elle ordonne,

(ii) exiger que les grains, produits céréaliers ou criblures se trouvant dans l'installation et mentionnés dans l'ordonnance soient stockés, ou qu'il en soit disposé, de la manière qu'elle juge équitable,

(iii) interdire, pour une période maximale de trente jours fixée par l'ordonnance, tout usage particulier de l'installation ou de son équipement;

c) suspendre, à son appréciation, qu'elle exerce ou non les pouvoirs que lui confèrent les alinéas a) et b), la licence en cause pour une période maximale de trente jours fixée par l'ordonnance.

Article 20. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 94(3) :

(3) La durée totale d'une période d'interdiction ou de suspension et de sa prolongation ne peut être supérieure à trente jours sauf dans les cas suivants :

a) dans les trente jours suivant le commencement de cette période, des poursuites ont été intentées contre le titulaire de licence ou le directeur de l'installation pour infraction à la présente loi, auquel cas la période visée est réputée se prolonger jusqu'au quatorzième jour suivant l'aboutissement des procédures, sauf prescription contraire de la Commission;

Article 21. — Texte du paragraphe 95(1) :

95. (1) La Commission peut, par ordonnance, révoquer une licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains, dans les cas suivants :

a) il y a eu défaut du titulaire de se conformer à une ordonnance, relative à l'exploitation d'une installation, rendue en application du paragraphe 93(1) ou de l'alinéa 94(3)b);

b) le titulaire ou le directeur de l'installation agréée est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi;

c) le titulaire n'a pas donné la garantie supplémentaire exigée par l'ordonnance visée au paragraphe 49(1).

Article 22. — Texte des passages introductif et visé de l'article 97 :

97. La Commission peut, après avoir mené une enquête en application de l'article 91 et avoir donné aux intéressés toute occasion de se faire entendre, prendre une ordonnance visant :

a) le paiement d'une indemnité, par tout demandeur, titulaire de licence ou autre personne relevant de sa compétence, aux personnes qui ont subi des dommages par suite d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements d'application, ou du défaut de se conformer à leurs dispositions ou à celles d'une ordonnance prise ou d'une licence délivrée en application de la présente loi;

Clause 23: Sections 107 to 109 read as follows:

107. (1) Every operator of an elevator who contravenes or fails to comply with section 72 is guilty of an offence and

(a) if an individual, is liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding nine thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding eighteen thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding four years, or to both; or

(b) if a corporation, is liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding thirty thousand dollars, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding sixty thousand dollars.

(1.1) Every person who contravenes section 105.1 is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction

(i) if an individual, to a fine not exceeding nine thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both, or

(ii) if a corporation, to a fine not exceeding thirty thousand dollars; or

(b) on conviction on indictment

(i) if an individual, to a fine the amount of which is at the discretion of the court, or to imprisonment for a term not exceeding four years, or to both, or

(ii) if a corporation, to a fine the amount of which is at the discretion of the court.

(2) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 72 or 105.1, or of the regulations or any order of the Commission, other than an order for the payment of any money or apportionment of any loss, is guilty of an offence and

(a) if an individual, is liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding six thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding twelve thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both; or

(b) if a corporation, is liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding nine thousand dollars, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding eighteen thousand dollars.

108. (1) Any manager of an elevator, or any other employee or agent of the operator or licensee of an elevator, who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act by the operator or licensee of the elevator is a party to and guilty of the offence.

(2) Any employee or agent of a licensed grain dealer who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act by the licensed grain dealer is a party to and guilty of the offence.

Article 23. — Texte des articles 107 à 109 :

107. (1) Tout exploitant d'une installation qui enfreint l'article 72 commet une infraction et :

a) en tant que particulier, encourt, sur déclaration de culpabilité :

(i) par procédure sommaire, une amende maximale de neuf mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines,

(ii) par mise en accusation, une amende maximale de dix-huit mille dollars et un emprisonnement maximal de quatre ans, ou l'une de ces peines;

b) en tant que personne morale, encourt, sur déclaration de culpabilité :

(i) par procédure sommaire, une amende maximale de trente mille dollars,

(ii) par mise en accusation, une amende maximale de soixante mille dollars.

(1.1) Quiconque enfreint à l'article 105.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, soit une amende maximale de neuf mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'un particulier, soit une amende maximale de trente mille dollars, s'il s'agit d'une personne morale;

b) par mise en accusation, soit une amende dont le montant est laissé à la discrétion du tribunal et un emprisonnement maximal de quatre ans, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'un particulier, soit une amende dont le montant est laissé à la discrétion du tribunal, s'il s'agit d'une personne morale.

(2) Quiconque enfreint une disposition de la présente loi — à l'exception des articles 72 ou 105.1 —, des règlements ou d'un arrêté de la Commission ne portant pas paiement d'argent ou répartition de perte commet une infraction et :

a) en tant que particulier, encourt, sur déclaration de culpabilité :

(i) par procédure sommaire, une amende maximale de six mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines,

(ii) par mise en accusation, une amende maximale de douze mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines;

b) en tant que personne morale, encourt, sur déclaration de culpabilité :

(i) par procédure sommaire, une amende maximale de neuf mille dollars,

(ii) par mise en accusation, une amende maximale de dix-huit mille dollars.

108. (1) Le directeur d'une installation, l'employé ou le mandataire de l'exploitant ou du titulaire d'une licence d'exploitation qui agit en vue de la perpétration d'une infraction à la présente loi par l'exploitant ou le titulaire de la licence est considéré comme coauteur de l'infraction.

(2) L'employé ou le mandataire d'un négociant en grains titulaire d'une licence qui agit en vue de la perpétration d'une infraction à la présente loi par le négociant en grains est considéré comme coauteur de l'infraction.

109. In any prosecution for an offence under this Act, a document purporting to have been signed by a commissioner or any officer or employee of the Commission in the course of the performance of his duties is evidence of the facts stated in the document without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document.

Clause 24: (1) to (3) Paragraphs 116(1)(a.1) and (k.2) are new. The relevant portion of subsection 116(1) reads as follows:

116. (1) The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

(a) designating any seed as a grain for the purposes of this Act;

Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act

Clause 26: The long title reads as follows:

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agricultural Products Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act

Clause 27: The definition “agri-food Act” in section 2 reads as follows:

“agri-food Act” means the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Pest Control Products Act*, the *Plant Protection Act* or the *Seeds Act*;

109. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, un document censé avoir été signé par un commissaire, un dirigeant ou un employé de la Commission agissant dans l'exercice de ses fonctions constitue la preuve des faits qui y sont énoncés sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Article 24, (1) à (3). — Les alinéas 116(1)a.1) et k.2) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 116(1) :

116. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission peut, par règlement :

a) désigner comme grains, pour l'application de la présente loi, toute graine ou semence;

Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire

Article 26. — Texte du titre intégral :

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences

Article 27. — Texte de la définition de « loi agroalimentaire » à l'article 2 :

« loi agroalimentaire » La *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur les produits antiparasitaires*, la *Loi sur la protection des végétaux* ou la *Loi sur les semences*.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste-lettre****8801320****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Public Works and Government Services Canada — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9